

**L'APPEL DE COMMERCY**  
réflexions sur les luttes en cours,  
sur l'autoritarisme et la démocratie



*Atelier Lille o x Occupant.e.s de la salle E13.12 à Lille 2, le 7 février 2019.*

**Le 30 novembre 2018, les Gilets Jaunes de la ville de Commercy font un appel à faire des assemblées populaires dans toutes les villes de France. Contre la représentation - quand le gouvernement souhaiterait avoir des « interlocuteur.rice.s régionaux.ales », pour la démocratie directe - décisions prises sans corps intermédiaires.**

**Le but est d'organiser une « assemblée des assemblées » avec des rapporteur.se.s qui viennent délivrer cinq revendications locales votées dans les assemblées populaires. Le 26 et 27 janvier 2019, 75 villes sont représentées. 45 ont élu des rapporteur.se.s. Le reste ne sont qu'observateur.rice.s. Au final, c'est plus de 300 personnes qui ont convergé ce week-end là.**

**Nous avons demandé aux rapporteur.se.s et observateur.rice.s de Lille de venir dans l'occupation de la salle E13.12 à Lille 2 pour s'exprimer sur l'expérience de ces deux journées, en termes d'organisation, de démocratie directe, et comment implanter ce genre de pratiques dans les assemblées lilloises (avec ou sans gilets).**

### **L'expérience de Commercy**

Les 45 villes représentatives font remonter leurs revendications locales à partir du samedi où seul.e.s les rapporteur.se.s pouvaient s'exprimer. On s'étonne de l'organisation extrêmement minutieuse du week-end. Hébergement, nourriture, tables de presse, documentation, stickers, programme précis... Malgré leurs 6.000 habitant.e.s, ils semblent avoir l'habitude de la démocratie directe. On s'écoute, on ne se coupe pas ou peu la parole, on essaye de faire participer le plus grand nombre. Pendant l'assemblée des assemblées, c'était ce qui a été mis en place. La première volonté est de mettre en valeur la parole.

Ce sont des techniques de travail mises en place pour assurer l'écoute de tous et toutes et assurer l'horizontalité. Le samedi, la qualité des échanges est au rendez-vous. Les propositions faites ont beaucoup de sens, donnent du sens à la lutte et ce qui, ce jour, rassemble tous ces gens.

Le dimanche, tout le monde peut s'exprimer, même les observateur.rice.s. Les trois modérateur.rice.s sont très doué.e.s pour assurer la répartition de la parole. Lorsqu'il faut faire des votes, il y en a deux : le premier est fait avec les rapporteur.se.s uniquement et le second avec tout le monde. On tombe sensiblement sur les mêmes résultats.

## **Que faire de l'assemblée des assemblées ?**

Il est important alors de ne pas sortir de Commercy sans rien. Même si l'assemblée des assemblées n'est pas représentative de tous les gilets jaunes, elle trouve sa légitimité dans le sens où elle veut donner à la lutte des gilets une matérialité, et une unité longuement réfléchie. Le but n'était pas de rendre les rapporteur.se.s décisionnaires de la forme que doit prendre la lutte ensuite, car il.elle.s n'ont pas été désigné.e.s pour ça, et ce n'est pas le but de l'assemblée des assemblées. C'est pourquoi le choix est de faire un appel.

Une première mouture de cet appel inclura d'ailleurs la volonté de ne pas avoir de leader.

Ce point sera enlevé pour la deuxième mouture même si ça reste dans la synthèse du groupe de travail sur la question démocratique.

Il n'y a pas de mot d'ordre national, juste des propositions. La définition des actions sont les affaires des assemblées populaires locales. Malgré tout, de ce moment naît deux propositions qui seront suivies : faire un acte XII (le 2 février) pour les blessé.e.s, contre la répression du mouvement et l'utilisation d'armes, et s'aligner sur la grève générale du 5 février lancée par les organisations syndicales.

La prochaine assemblée du genre aura lieu à St-Nazaire vers le mois de mars. Il est dit qu'on essaiera d'y décider des revendications communes. De ce fait, Commercy appelle de nouveau à l'organisation d'assemblées populaires locales.

### **Le cas lillois**

À Lille, l'organisation du mouvement des gilets jaunes pose question. Il a rapidement été cha-peauté par quelques individus qui déclaraient les manifestations et prenaient une place inoccupée dans les médias toujours en quête de leader.euse.s plus ou moins charismatiques. Une AG a lieu le 30 novembre à Lomme. On échange les premiers numéros, qui constituent une liste que des personnes pas vraiment identifiées vont ravitailler en infos. Le mouvement commencer à se structurer de manière plus démocratique entre Noël et le Nouvel An, alors qu'une petite assemblée est appelée à l'Aspendos à Wazemmes. Là, des commissions sont votées (« actions », « communication »...). Ensuite, une assemblée régionale est proposée pour le 4 janvier. Plusieurs centaines de personnes s'y rendront. Cependant, il n'y a alors pas d'organisation purement locale, même si des assemblées avaient lieu plus tôt (30 novembre, 7 décembre). Tout ça a été organisé par les mêmes personnes et beaucoup relèvent un manque de

démocratie sur les organisations de ces assemblées. Les assemblées « populaires » lilloises (selon les termes de Commercy) ne démarrent qu'en deuxième partie du mois de janvier. La participation semble bien moindre (évidemment, ce n'est pas toute la région qui se bouge), alors qu'il y a des milliers de gens en manif chaque samedi.

Outre ces débats internes qui perturbent la lutte locale, de réels problèmes de communication sont à mentionner dans l'organisation du mouvement à Lille. Si les premières semaines, il y avait des actions tous les jours (blocages, solidarité, assemblées, manifestations...), elles se concentrent majoritairement sur le week-end depuis plusieurs semaines. Il a été nécessaire de mettre en place des moyens qui dépassent Facebook. Les personnes qui ont géré les moyens de communication interne sont restées les mêmes depuis le début, et on sent que ça commence à bloquer. Les messages ne passent pas toujours, tout n'est pas relayé, ou on ne relaie que ce qui est proposé par certaines personnes. Bref, c'est la crise, et il va falloir y remédier bientôt.

À Commercy, ils conseillent de mettre en place des radios libres locales pour faire passer toutes les infos de manière neutre et continue.

### **De l'autoritarisme aux pratiques fascisantes : que faire ?**

Pendant les manifs, récemment, on a observé d'étranges pratiques avec une espèce de service d'ordre autoproclamé. Des militaires de différentes sections (para, marine, gendarmerie...), gilets jaunes de surcroît, assurent un maintien de l'ordre en manif, en ayant des liens parfois flous avec les forces de l'ordre. Leur impact est réel sur les mobilisations : depuis le 26 janvier, il n'y a pas de départ en manifestation hors-parcours (ce qui est censé être un mouvement de réappropriation de la ville dans un monde où il faut nécessairement déclarer un parcours validé par la préfecture pour pouvoir manifester légalement). Ils se placent aux abords et bloquent ou déconseillent directement les gens de partir.

De même, le mouvement a été marqué par la présence de personnes ralliées de près ou de loin à l'extrême-droite (allant des groupuscules violents aux sympathisant.e.s mous.molles du Rassemblement National). Les dérives fascisantes ou clairement fascistes telles que des actes islamophobes ou homophobes doivent être réfléchies et écartées.

*« On ne peut avoir de justice sociale dans la discrimination. »*

Mais ce mouvement est aussi né avec des pratiques qui troublent les habitudes militantes (as-

sociées à la gauche) : drapeaux tricolores, Marseillaise, slogans oppressifs... Composer avec ça n'est pas évident de prime abord. La première étape consiste à comprendre la sociologie des gilets jaunes. Dans les campagnes, notamment, on trouve des personnes qui emploient ces pratiques, mais qui n'ont pas d'idées fascistes en soit. Il.elle.s n'ont pas de discours militant raciste comme il peut exister dans les groupes organisés. C'est la masse apolitique qui est en train de se politiser, aussi.

Deux choses sont alors importantes : il faut aller chercher chez elles.eux ce qui fait qu'on peut s'entendre avec. De la solidarité, des petites choses humaines très simples. Ensuite, il faut occuper le terrain avec les idées humanistes car laisser une place vide, c'est laisser aux fachos la possibilité de la prendre et de gagner en puissance par la même occasion.

À Commercy, pour l'assemblée des assemblées, il a été dit directement que les oppressions xénophobes ou sexistes n'étaient pas les bienvenues. Et ça a fonctionné (alors que l'assemblée n'était pas composée que de gauchos, loin de là).

Au sujet de la pédagogie, l'appel de Commercy, est un bon outil pour accrocher les gens. L'assemblée populaire est un lieu d'échange où on peut transmettre les idées humanistes qui tirent le mouvement dans un sens plus positif. La solidarité n'est pas là de fait, elle se construit.

### **La répression rassemble**

*« C'est un usage bien établi : dès qu'il s'agit de rosser les cagnes, tout le monde se réconcilie. » G. Brassens, 1952.*

Le fait de se prendre, chaque semaine, des coups de matraque et de bouffer de la lacrymo à foison construit chez les gilets jaunes une expérience commune, partagée par les personnes mobilisées dans tout le pays (et même un peu au delà des frontières). C'est en ce sens que l'appel de l'assemblée des assemblées a vu juste pour l'acte XII du 2 février.

Se rassembler, c'est aussi se donner la force de lutter. Il est étonnant de voir autant d'énergie en plein hiver. Il est nécessaire de tenir des gens sur ce qui les rassemble avant le retour du printemps.

Pour cela, le mouvement doit aussi se réinventer. Les gilets de St-Nazaire, à Commercy, invitent les autres à ouvrir des Maisons du Peuple (comme ils l'ont fait ici), partout en France. C'est un lieu nécessaire à l'organisation locale. Où on trouve des informations, où on trouve

un bol de soupe ou la solidarité qu'il manque un soir d'hiver un peu trop frais. C'est ce que nous faisons dans l'E13.12 où nous voyons bien que la lutte contre la hausse des frais d'inscriptions n'a jamais autant avancé qu'aujourd'hui. Et même si nous ne faisons pas des assemblées à 150-200 personnes comme en fin 2018, ça génère une motivation militante et des rencontres essentielles qui n'auraient pas pu se produire auparavant. De plus, l'expérimentation directe de l'autogestion apporte des éléments concrets sur comment on souhaite transformer la société.

La question de la gestion du lieu est intéressante. À Lille 2, la salle a été réquisitionnée et la direction a accepté qu'on la garde selon un petit rapport de force, en imposant quelques conditions – que nous avons anticipé cependant, comme la gestion du ménage de la salle. Il faut voir comment ouvrir une Maison du Peuple à Lille, sans que ça ne mette en danger des gens individuellement ni ne coûte un bras. Le compromis est intéressant : pourquoi ne pas réquisitionner un local et imposer notre présence à la ville tout en acceptant quelques concessions (sciemment préparées) ? Comme pour nous : ne pas occuper la nuit, ne pas dégrader le matériel, trouver un espace pour les cours qui ne pourront pas avoir lieu dans cette salle...

Finalement, on récupère la gestion de la salle, on récupère une partie de l'espace de l'université, on récupère un peu d'autonomie sur nos vies trop dirigées.

Avoir un « QG » pour les gilets jaunes lillois fait partie des débats depuis un moment. Ça aurait été voté en assemblée entre Noël et le Nouvel An. Depuis, une cabane perdue dans le MIN de Lomme (marché de grossistes qui fournissent les commerces qui a été bloqué plusieurs fois) a été construite puis détruite une paire de fois. Ça n'avance pas beaucoup.

### **Lutte syndicale & lutte rurale**

Les syndicats arrivent assez tardivement dans la bataille. Présents en filigrane dans le mouvement, avec des gens qui arborent un gilet sans dévoiler leur étiquette, ils appellent à la grève générale le 5 février. Ce jour là, premier jour de notre occupation, d'ailleurs, on voit que les directions syndicales peinent à comprendre le mouvement. À Lille, la manif s'arrête même en plein milieu du parcours, sans qu'on comprenne pourquoi.

Leur rôle est celui du corps intermédiaire. Celui qui dialogue avec le gouvernement et les pa-

trons dans un « dialogue social » très normé et courtois, qui n'a rien à voir avec les sauvageries jaunes. Chez les gilets, c'est justement cet aspect direct (démocratie directe) qui est important. Ne pas agir avec les têtes syndicales (mais ne pas refuser les bases dans les rangs, tant qu'elles ne viennent pas « en tant que » syndicalistes) est un enjeu fort. Notamment de remise en question de ce qui s'est construit depuis 100 ans (et dégradé depuis 30 ans). La radicalité, nécessaire pour une simple considération du gouvernement, qui avait été écartée des syndicats est retrouvée, depuis 2016, et plus que jamais aujourd'hui.

C'est un mouvement qui est né dans les campagnes. Celui des oublié.e.s. Les mouvements syndicaux ne sont pas nécessairement l'affaire de la ruralité, notamment dans ce qu'il est devenu de nos jours : un syndicalisme de bureau, métropolitain, voire parisien. Le mouvement est beaucoup plus marqué dans les campagnes que dans les villes (où il se passe surtout des grosses manifestations). L'aspect urbain doit être aussi réfléchi : on ne lutte pas de la même manière en ville qu'en campagne. On ne bloque pas les rond-points des villes (délogés rapidement). « *Le mouvement dans les villes doit se donner les moyens de repenser le mouvement des gilets jaunes.* » Il doit aussi s'y adapter.

« *Ce mouvement est né dans la ruralité, et il finira dans la ruralité* »

## Conclusion

Cette discussion offre des échos à ce que nous vivons dans les mobilisations étudiantes en bien des points. Tout d'abord sur la question du lieu : pourquoi en a-t-on besoin, comment le gérer, qui peut y venir ? D'ailleurs, il faudrait utiliser notre expérience pour faire un appel, ou un communiqué de solidarité aux GJ lillois sur comment s'est mise en place notre occupation, comment nous nous organisons, à quoi elle nous sert.

Ensuite, sur la question de la répression. Il est clair que la répression rassemble, et nous l'avons vu l'année passée pendant la période d'examens à Lille 2. En une journée, quelques coups de gazeuses, tout le monde détestait la police, et plus de la moitié de certaines promos refusaient de passer leurs partiels ! Trouver un point sur lesquels on aura une entente est important. Mais évitons le plus possible d'en arriver à faire intervenir les flics pour radicaliser les gens !

Au sujet de la gestion des conflits internes, et d'agir avec ceux-ci, voire de rallier des personnes aux idées peu alléchantes à notre cause, nous nous trouvons dans les mêmes problèmes. Dès

qu'un.e étudiant.e a un discours un peu droitard, on a tendance à se bloquer plutôt que d'essayer de le convaincre d'arrêter d'être raston ou misérable. Il ne faut pas oublier que tous ceux qui ont un discours qui peut nous déranger ne sont pas des militant.e.s d'extrême-droite qui n'en démordront jamais. On en est souvent loin. Trouvons des points d'accord, et discutons.

Pour finir, sur la question démocratique, qui se pose dès qu'on fait des assemblées, il faut plutôt s'inspirer de ce qui s'est fait à Commercy : comment donner la parole au plus grand nombre, permettre l'écoute, et ne pas tomber dans une longue et interminable assemblée ? Les groupes de travail peuvent être mis en place pour discuter dans un premier temps, en comité restreint (donc répartissant mieux la parole) puis rassembler les informations et voter s'il faut décider.

Par ailleurs, l'idée d'une coordination nationale des luttes (ce que propose Commercy, en somme), s'est fait l'année passée, sous deux formes : l'une plutôt syndicale, et l'autre plus autonome (qui ressemblait à Commercy). Les facs, partout en France, se mobilisent contre la hausse des frais d'inscription pour les étudiant.e.s étranger.ère.s et contre la sélection... à quand l'assemblée des assemblées étudiant.e.s à Lille ?

Appel de Commercy : <https://youtu.be/dfLIYpJHir4>

Ressources de l'assemblée des assemblées : <https://we.riseup.net/assdesass/ressources-de-l-assemblee-des-assemblees?fbclid=IwAR1KWs3Qav7jc1Uw2rraimVBF4lL6FTohVXHwa7q-qWN8iFwtsmKZ7oPkqiM>



### Lille 0 ?

Lille 0 est une université populaire et autogérée à Lille. Elle a été créée en fin 2017 pour palier et contrer les réformes visant à restreindre l'ouverture des universités françaises.

On squatte des bars et des lieux pour proposer des ateliers toutes les semaines, avec un principe : tout le monde peut proposer des ateliers bénévolement, et tout le monde peut y assister gratuitement.

Plus d'infos : [lille0.noblogs.org](http://lille0.noblogs.org)